

**N°2025-042**

Département de la  
Seine-Saint-Denis  
Arrondissement du  
Raincy  
Canton de Sevrans

**REPUBLIQUE FRANÇAISE**

Liberté – Egalité - Fraternité

**CENTRE COMMUNAL  
D'ACTION SOCIALE  
VILLE DE SEVRANS**

**DECISION**

**Objet :                    Décision portant octroi des aides pour les dettes  
de loyers**

Le maire, président du CCAS,

**Vu** le code de l'action sociale et des familles,

**Vu** le code général des collectivités territoriales,

**Vu** la délibération du CA du CCAS n°2 du 28 juillet 2020 portant délégation de pouvoirs du Conseil d'administration au président,

**Vu** la délibération du CCAS de Sevrans n°10 du 23 juin 2025 relative à la modification du règlement intérieur des aides facultatives,

**Vu** la demande du comptable public ;

**Vu** les demandes examinées en commission du 21 octobre 2025 ayant reçu un avis favorable ;

**Considérant** la nécessité d'octroyer des aides pour les dettes de loyer suite aux demandes des usagers reçues par le CCAS de Sevrans

**Article 1 : OCTROIE** les sommes suivantes au titre des aides pour les dettes de loyer :

| BENEFICIAIRE DE<br>L'AIDE | VERSEMENT DE L'AIDE | MONTANT ACCORDE |
|---------------------------|---------------------|-----------------|
| et                        | ORPI                | 800€            |
|                           |                     |                 |

**Article 2** : DIT que ces dépenses seront imputées sur le budget « Logement » du CCAS en cours.

**Article 3** : la directrice du CCAS et le comptable public sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

**Article 4** : la présente décision :

- Sera transmise à Monsieur Le Préfet de la Seine-Saint-Denis au titre du contrôle de légalité ;
- Peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de M. le Maire de Sevrans, président du CCAS dans un délai de deux mois à compter de son affichage, de sa publication ou notification, de sa transmission au contrôle de légalité. L'absence de réponse dans un délai de deux mois à compter de sa réception équivaut à une décision implicite de rejet (art L. 411-7 CRPA) ;
- Peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Montreuil par courrier ou sur le site *Télérecours* ([www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)) dans un délai de deux mois à compter de son affichage, de sa publication et de sa transmission au contrôle de légalité ou à compter de la réponse explicite ou implicite de M. le Maire si un recours gracieux a été préalablement exercé.

Copie sera adressée à :

Fait à Sevrans le 22 octobre 2025

Le Maire, Président du CCAS

  
Stéphane BLANCHET

Sevrans  
CENTRE COMMUNAL  
D'ACTION  
SOCIALE